

Après les accords de Wye Plantation.

Par Shlomo Ben Ami

1. Même si l'accord de Wye Plantation¹ n'est qu'un pas nécessaire et inévitable dans un long et difficile processus, un pas qui d'ailleurs est arrivé trop tard, il ne faut pas sous-estimer son importance, à mon avis vitale, si l'accord est finalement appliqué, comme on doit l'espérer. Et il faut prendre conscience du pessimisme qui l'entoure.

2. L'importance de l'accord réside dans le fait qu'il représente la défaite définitive de toute une idéologie d'opposition à l'idée de Ben Gourion de la partition d'Eretz-Israël. Le Révisionnisme de Jabotinsky a échoué dans sa politique d'imposer tant à la société israélienne qu'aux Palestiniens comme à la communauté internationale le concept d'intégrité historique et politique d'Eretz-Israël.

3. Aujourd'hui il est tout à fait clair que les reports de l'accord répondent à des nécessités interne et des causes domestiques de Netanyahu, qui comprennent aussi bien le fait que tout progrès dans le processus de paix risque de désintégrer sa coalition de droite et extrême-droite. Cela devient plus clair que jamais si on constate une vérité simple : Netanyahu n'a rien obtenu à Wye, qu'il ne pouvait avoir obtenu

deux ans auparavant, dès que la fameuse initiative américaine à été mise sur la table.

4- Je voudrais ici analyser les éléments dans cet accord, qui peuvent être interprétés par la coalition de Netanyahu comme une défaite. Je ne le fais que pour constater les implications politiques internes, et non pour exprimer un opposition personnelle. Je pense que l'accord est vital comme prémissse et plate-forme pour les négociations sur le statut définitif des territoires.

5. Donc voilà :

a) Pendant deux ans, Netanyahu avait mobilisé l'opinion publique, le lobby juif en Amérique, avec ses amis de l'extrême-droite républicaine, en utilisant l'argument qu'un retrait de 13% représente une menace pour la sécurité de l'État d'Israël. Le retrait se fait finalement, et du même pourcentage du territoire.

b) Pendant deux ans Netanyahu avait bloqué tout progrès sous le prétexte que les Palestiniens se refusent à assumer le principe de la réciprocité. A Wye, les Palestiniens ont fait un usage brillant de la propagande de Netanyahu. Ils ont accepté le principe de réciprocité :

-Eux ils combattront le terrorisme palestinien, en même temps qu'Israël fera la

même chose avec ses propres terroristes. Une symétrie totale.

Eux ils combattront toute violation de la propriété des Israéliens dans le Territoires, et Israël fera la même chose en ce qui concerne les propriétés palestiniennes. Dès maintenant, toutes les attaques des enfants juifs de Hébron contre le *Souk* arabe dans la ville des Patriarches est une claire violation des accords de Wye.

c) Pendant deux ans, Netanyahu avait utilisé comme prétexte pour bloquer le processus de paix, l'argument que les autorités palestiniennes faisaient une incitation contre le sionisme et l'Etat d'Israël, et il demande un contrôle plus ferme de la propagande palestinienne. Dès maintenant il y a une symétrie absolue. Il est interdit aux media israéliens -par exemple Canal 7, la radio du Conseil des colons- de faire de la propagande anti-palestinienne.

d) Pendant deux ans Netanyahu avait conditionné tout progrès dans le processus de paix à un élément qu'il considérait comme vital, l'extradition des terroristes palestiniens qui avaient du sang juif sur les mains. Peut-être une exigence moralement juste, mais politiquement impossible. Même si Barouch Goldstein, l'assassin monstrueux, de la Tombe des Patriarches à Hébron, était resté en vie, Israël n'aurait jamais accepté son extradition à l'Autorité Palestinienne. Pourquoi donc cette pression sur Arafat d'assumer une décision qui aurait contribué à mettre en danger la stabilité de son régime et la légitimité de son pouvoir dans

la société palestinienne ? Finalement Netanyahu a dû accepter la réalité. Il n'y aura pas d'extradition. Mais deux ans ont été perdus dans des discussions et dans une rhétorique politique des confrontations.

Tout cela ne vise qu'à prouver que le gouvernement Netanyahu nous a fait perdre deux précieuses années où la confiance mutuelle entre Israéliens et Palestiniens a été détruite ; les relations entre Israël, l'Egypte et la Jordanie, ont été tendues et plus difficiles que jamais depuis que la paix a été signée avec eux. Les ponts précaires qui ont été construits par le gouvernement travailliste avec presque la totalité du monde arabe ont été dynamités d'une façon irresponsable. Les relations d'Israël avec la communauté internationale sont retournées à une époque que l'on croyait disparue. La liberté de manœuvre diplomatique des États-Unis, si nécessaire pour combattre les menaces à la stabilité régionale au Moyen-Orient, a été désespérément limitée par la perte de crédibilité qui était la conséquence directe de l'incapacité américaine de faire bouger le gouvernement Netanyahu ; et finalement Israël a souffert une récession et une crise économique qui émanaient directement de la paralysie du processus de paix.

Une des plus intéressantes perspectives des accords de Wye, à mon avis, est la pleine intégration des États-Unis comme juge suprême des accords et comme élément intégrateur dans la nouvelle situation. L'Amérique n'est plus un médiateur, elle est un élément vital tant du

conflit que de sa solution. Arafat a obtenu une espèce d'alliance stratégique avec les États-Unis. A mon avis, à Wye Plantation, les conditions ont été créées pour un futur soutien des États-Unis à la création d'un État palestinien. C'est un résultat que Netanyahu n'espérait pas, mais qui est une conséquence inévitable du fait que contrairement à la politique de Rabin qui préférait le dialogue direct avec les Palestiniens et qui religieusement résistait à une médiation américaine, Netanyahu avait brûlé tout canal de dialogue entre lui et le président Arafat. Le mouvement national palestinien est embarqué dans un chemin d'intimité stratégique avec les États-Unis dans les négociations sur le statut définitif des Territoires. L'assistance économique américaine à l'Autorité palestinienne commencera une espèce de symétrie vitale, comme dans le cas de l'assistance financière américaine aux Égyptiens et aux Israéliens après les accords de Camp David.

Cependant il existe un élément dans cette nouvelle présence américaine qui doit être analysé dans une perspective différente. Il s'agit de l'intégration de la C.I.A. dans la mosaïque des garanties de sécurité. Il peut paraître que la C.I.A. n'arrive pas exclusivement pour sauvegarder et garantir les protocoles de sécurité signés à Wye, mais pour renforcer la stabilité du régime d'Arafat contre ses ennemis intérieurs : le Jihad islamique, le Hamas, sans compter la Syrie et ses agents. Il peut être interprété comme le fait que la C.I.A. arrive à soutenir un régime qui

n'est pas suffisamment démocratique, qui est parfois perçu comme corrompu. C'est une situation qui risque de séparer les élites militaires et politiques de l'embryonnaire État palestinien du peuple qui pourrait alors se sentir plus proche des racines communautaires plus authentiquement représentées par le Hamas. A mon avis la seule façon par laquelle l'intervention américaine peut être vitalement positive, c'est à travers l'ouverture d'une espèce de New Deal économique et d'une participation démocratique qui permette l'accession de la totalité de la société palestinienne à un avenir meilleur.

Les accords de Wye posent néanmoins un défi sérieux et même dangereux à Arafat. Ils l'obligent à avancer sa guerre totale contre le Hamas et le Jihad, quelque chose qu'à mon avis il essaie d'éviter avant la création de l'État palestinien dans des frontières acceptables. Une guerre civile en Palestine dans un moment où les perspectives d'un accord sur le statut définitif des Territoires sont vagues et brumeuses, et dans un moment où le gouvernement Netanyahu continue à mener une politique de colonisation à Jérusalem et ailleurs dans la Cisjordanie et continue sa politique de compensation et de réconciliation vers l'extrême-droite peut casser la société palestinienne sans qu'elle arrive à obtenir les frontières qu'elle espère de ce processus est difficile. À travers l'histoire les mouvements nationalistes ont dû parfois se diviser pour pouvoir arriver au but de l'indépendance - ce fut

le cas du sionisme. Dans le cas d'Arafat, on exige de lui de casser le mouvement national palestinien avant même que les perspectives d'un accord raisonnable puissent se réaliser.

Et, pour convaincre son gouvernement d'accepter les accords de Wye, il parle d'une série de conditions unilatérales que les Palestiniens doivent accepter - le vote par le CNP sur la Charte, la question de la déclaration unilatérale de l'État palestinien, la condition selon laquelle le troisième redéploiement ne concerne que 1% des Territoires - et qui ne font pas partie des accords signés à Wye. Et même avec cette interprétation arbitraire des accords, le Premier Ministre n'arrive pas à convaincre ses collègues du Likoud dans le Cabinet de soutenir le cadre de l'accord de Wye. Tout cela ne fait que transmettre à la société israélienne et à l'opinion publique en général l'image d'un gouvernement qui se sent infiniment plus confortable dans une situation de confrontation que sur le chemin de la réconciliation.

Un des plus graves problèmes dans la situation actuelle c'est le fait curieux et paradoxal que même quand le gouvernement Netanyahu arrive à signer un accord sans doute important et même historique pour un gouvernement de droite, le niveau de méfiance est tel que le monde arabe ne répond pas et la tension régionale, contrairement à la politique de paix du gouvernement Rabin, reste à un niveau haut et dangereux. D'ailleurs, Netanyahu assume un pas

vers la paix dans le cadre d'une logique de confrontation. La rhétorique continue à être dirigée contre les ennemis intérieurs et extérieurs. Il signe un accord mais il construit à Har Homa et à Ras-el-Amud et il insiste à défendre l'expansion des implantations à travers toute la Cisjordanie. Le fait que le canal de négociation avec les Syriens reste totalement bloqué et que le monde arabe en général a perdu toute confiance en ce qui concerne les intentions du Premier Ministre israélien a détruit pour le moment les perspectives de récupération du dialogue et des bonnes relations qui ont existé pendant les années du travaillisme avec les pays arabes.

La paix de

Netanyahu manque d'une culture de paix ; il s'agit d'une paix sans esprit, sans élan, sans espoir. Il poursuit plus une préparation pour la guerre qu'une vraie architecture de paix.

De toute façon, les difficultés et défis du futur immédiat sont énormes. Le parti travailliste, même quand la politique générale du gouvernement ne mérite pas un soutien parlementaire, a décidé de lui faciliter une garantie parlementaire nécessaire pour l'application des accords, mais la droite et l'extrême-droite feront tout leur possible pour éviter la mise en oeuvre des accords signés à Washington. En même temps, cette alliance tacite qui existe toujours entre les fanatiques des deux côtés, va inévitablement encourager le terrorisme du Hamas et du Jihad. Ceux qui cherchent des prétextes ou des excuses pour ne pas respecter les accords ne devraient pas rencontrer de grandes difficultés, si on ajoute à ces obstacles le fait que la coalition Netanyahu est en pleine désintégration. On arrive à la conclusion que les perspectives des accords de Wye sont extrêmement brumeuses.

Ce qui nous oblige tous à continuer à exercer notre pression morale et politique tant sur les Palestiniens- qui doivent faire tout ce qui est humainement possible pour enlever tous les prétextes que la droite immobiliste cherche pour tuer cette paix précaire - comme sur les Israéliens qui doivent assumer que les accords de Wye - imparfaits comme ils le sont inévitablement, sont la dernière opportunité de créer une plate-forme crédible pour les négociations sur le statut définitif des Territoires.

État palestinien amical ou hostile.

Les négociations sur le statut définitif seront extrêmement difficiles, que ce soit avec un gouvernement de droite ou avec un gouvernement de gauche. Il existe chez beaucoup d'Israéliens des deux côtés un cliché selon lequel le problème palestinien n'a pas de solution. Les difficultés et les obstacles sont insurmontables. Il s'agit de Jérusalem¹, des réfugiés, des implantations, de l'État palestinien, etc..... Il est tout à fait possible que la structure traditionnelle de la politique de paix israélienne - Rabin, Begin- soit inadaptée pour traiter le problème palestinien.

La différence entre la droite et la gauche, paraît-il, ne réside pas dans le type d'accord de paix qu'ils sont capables d'obtenir, mais dans le degré de désastre qu'il produit avant d'assumer les décisions inévitables. Sans l'Intifada on ne serait pas arrivé à Madrid et à Oslo, et sans guerre du Kippour on ne serait pas arrivé à Camp David.

La meilleure chose que l'on peut souhaiter à nos deux pays - palestinien et israélien- c'est que leurs dirigeants intègrent finalement cette fameuse sentence de Metternich qui disait que tout grand leader passe par l'examen des concessions. Moi si vous me permettez de corriger le grand maître de la diplomatie, j'ajouterai que le vrai leadership ne s'obtient pas seulement à travers les concessions mais à travers le timing où on les fait. Le grand leader c'est celui qui assume les décisions difficiles avant la catastrophe, et non après.

¹ Ce texte est celui d'une intervention faite à Paris en novembre 1998. Depuis, le gouvernement de M. Netanyahu a décidé de suspendre l'exécution de accords de Wye, et le processus de paix est au point mort. De nouvelles élections doivent avoir lieu le 17 mai

en Israël. Bien qu'antérieur à ces événements ce texte nous paraît encore d'actualité.

¹ Il n'y a pas de voie pour résoudre le problème de Jérusalem en ignorant les droits

politiques et civiques des Palestiniens. Ceux de nos amis palestiniens qui suivent nos critiques contre le gouvernement Netanyahu connaissent notre position sur cette politique qui consiste à changer les bulldozers en âne du Messie.